

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 14/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP**

16, rue Georges Charpak  
BP 108  
76130 Mont-Saint-Aignan

Références : UDRD.2024.03.R.13  
Code AIOT : 0005801571

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP implanté Saint-Quentin-au-Bosc - Route de Bailly - 76370 Petit-Caux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 relative aux installations électriques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP
- Saint-Quentin-au-Bosc - Route de Bailly - 76370 Petit-Caux
- Code AIOT : 0005801571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saint Quentin-au-Bosc est un établissement spécialisé dans le stockage et le séchage de grains de céréales.

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Installation de séchage	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 16	Sans objet
6	Dispositifs de sécurité des appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 18	Sans objet
7	Contrôle de la température	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 19	Sans objet
10	Autres stockages	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 27	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant est à jour dans les contrôles périodiques de ces installations et les écarts constatés lors de ces différents contrôles ont tous été traités avant la venue de l'inspection. Néanmoins certaines non-conformités liées aux installations électriques auraient pu être traitées dans de meilleurs délais. De plus les rapports de contrôle doivent être bien relus pour vérifier leur complétude. Le prochain rapport de contrôle des installations électriques devra tenir compte des différentes remarques du présent rapport.

Enfin s'agissant du rideau d'eau sur le mur coupe feu entre le séchoir et le boisseau adjacent, les résultats du prochain test sont attendus avant le 31 mai 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle des installations électriques et l'attestation Q18 datés du 23 mars 2023. L'exploitant indique que ce contrôle est réalisé tous les ans. Le précédent contrôle date du 24 mars 2022.  L'exploitant a également présenté l'attestation Q18, du contrôle du 23 mars 2023, qui mentionne en conclusion que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (voir point de contrôle n° 3). L'exploitant déclare que les non-conformités ont toutes été levées et que le prochain contrôle électrique est programmé au 20 mars 2024.  L'exploitant respecte la périodicité du contrôle de ses installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a consulté le rapport de contrôle des installations électriques du 23 mars 2023. Dans ce rapport, l'organisme ayant réalisé le contrôle indique que l'exploitant n'a pas présenté: <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des locaux ou emplacements classés à risque d'incendie,</li><li>- la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion,</li><li>- le rapport des mesures prises pour prévenir les risques liés à la foudre.</li></ul> Sur l'attestation Q18 datée du 23 mars 2023, l'organisme indique que: <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble des installations électriques visibles et accessibles ont été contrôlées,</li><li>- le document relatif à la protection contre les explosions a été fourni,</li><li>- la désignation des locaux à risque d'incendie n'a pas été fournie,</li><li>- la vérification des installations électriques est partielle, car une coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant.</li></ul> L'exploitant a déclaré avoir fourni à l'organisme intervenant la fiche « zonage ATEX » où sont indiqués les équipements et les zones ATEX ainsi que le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE). L'exploitant a présenté ces documents à l'inspection. L'exploitant a déclaré à l'inspection que la question de la coupure totale du courant sur le site n'aurait pas posé de problème et que si la question lui avait été posée il aurait accepté. L'exploitant a déclaré qu'il s'assurera que le courant soit coupé pour pouvoir réaliser un contrôle complet des installations électriques lors du prochain contrôle.
<b>Commentaire de l'inspection n° 1 :</b> l'exploitant doit disposer d'une attestation Q18 indiquant que la vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement. En cas de vérification partielle, l'exploitant doit faire procéder à un contrôle complémentaire dans les plus brefs délais.
<b>Demande n° 1 :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection <b>avant le 30 avril 2024</b> le rapport de contrôle des installations électriques et l'attestation Q18 du prochain contrôle programmé le 20 mars 2024. Ce rapport devra attester de la vérification complète des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
<b>Constats :</b> Sur le rapport de contrôle des installations électriques présenté par l'exploitant et daté du 23 mars 2023, trois écarts sont relevés: <ul style="list-style-type: none"><li>- mauvais état de l'éclairage au niveau accès de la tour de manutention, écart déjà signalé,</li><li>- mauvais état de l'éclairage dans la tour de manutention au niveau accès ciel cellules, écart déjà signalé,</li><li>- dégradation de la boîte de dérivation au 3e étage du silo, nouvel écart.</li></ul> Ces trois écarts ont été levés par la maintenance interne le 19 février 2024. La date d'intervention est tracée directement sur le rapport de contrôle ainsi que dans le registre entrée / sortie du site où la date et la nature de l'intervention sont notées.  <b>Commentaire de l'inspection n° 2 :</b> pour ces trois écarts, la qualification de la nature du risque, par le technicien ayant réalisé le contrôle, est U2. Une nature de risque U2 est définie, sur le rapport de contrôle, comme un écart technique concernant la protection des personnes ou des biens, ou un écart documentaire concernant la sécurité des personnes, et <b>nécessitant une action corrective à court terme</b> .  La conclusion de l'attestation Q18, pour le contrôle du 23 mars 2023, conclut que «l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion». Deux constats, de danger déjà signalés, pour «absence ou inadaptation des dispositifs contre les surintensités» et « inadéquations des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et / ou d'explosion » sont cochés. Les neuf non conformités ou anomalies, détaillées en annexe de l'attestation Q18, sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- un éclairage cassé dans la tour de manutention, niveau accès ciel cellules,</li><li>- dégradations mécaniques d'une boîte de dérivation au 3e étage du silo,</li><li>- sept non conformités concernant toutes la protection contre la surintensité des deux séchoirs.</li></ul> L'exploitant a présenté les fiches de déplacement de la société ayant remis en état les deux séchoirs. Ces fiches sont datées du 22 février 2024. Les travaux indiqués sur ces deux fiches ont consisté, pour les deux séchoirs, au remplacement de pièces sur les deux moteurs et au contrôle de l'intensité. Une remarque est notée, par l'exploitant, directement sur l'attestation Q18 faisant référence aux fiches de déplacement. La date du 19 février 2024, date d'intervention de la maintenance interne, est également notée sur l'attestation Q18 pour la remise en conformité des deux premiers écarts (éclairage du ciel cellules et boîte de dérivation).  Le jour de la visite objet du présent rapport l'exploitant avait procédé à la levée de toutes les non-conformités détectées par le contrôle des installations électriques du 23 mars 2023. L'inspection remarque cependant que ces remises en états ont été programmées presque un an après le contrôle, alors que l'organisme de contrôle préconisait, pour cette nature de risque, une action corrective à court terme et que deux de ces écarts avaient déjà été signalés en 2022.

<b>Demande n° 2 :</b> l'exploitant transmettra à l'inspection <b>avant le 30 avril 2024</b> le rapport de contrôle des installations électriques et l'attestation Q18 du prochain contrôle programmé le 20 mars 2024 (cf demande n°1). En cas de détection de non-conformités, l'exploitant transmettra son plan d'action détaillé, présentant des délais d'intervention n'excédant pas le 31 mai 2024. Enfin l'exploitant apportera la preuve de ces remises en état à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a consulté la fiche «Zonage ATEX» et le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), tous deux mis à jour le 08 janvier 2024.  L'exploitant déclare que la fiche «zonage ATEX» donne la liste des équipements présents en zone ATEX.  <b>Commentaire de l'inspection n° 3 :</b> l'exploitant doit disposer d'un document justifiant de l'adéquation du matériel ATEX avec ces zones pour que l'organisme de contrôle puisse vérifier à partir des documentations des matériels, ou de leur fiche signalétique, de l'adéquation de ces matériels aux caractéristiques de l'installation et de son environnement. Le document présenté par l'exploitant n'est pas complet.  <b>Demande n° 3 :</b> l'exploitant transmettra à l'inspection, <b>avant le 30 avril 2024</b> , un document récapitulatif justifiant de l'adéquation ATEX des matériels présents en zone ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. L'exploitant effectue des rondes à intervalle régulier afin de déterminer le taux d'empoussièrement du site. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide de centrales d'aspiration. Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé est exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté que l'état d'empoussièrement du site était correct compte tenu de son activité. L'inspection a constaté la présence de croix peintes sur le sol ainsi que la présence de bouches de la centrale d'aspiration aux différents étages. Les extérieurs du silo sont dégagés et propres.  Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Dispositifs de sécurité des appareils de manutention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles sont contrôlés à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant , et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a présenté le compte rendu de visite relatif au contrôle réalisé le 11 décembre 2023 pour la maintenance préventive des organes de sécurité du silo. Tous les équipements y sont listés avec les mesures préventives et détecteurs de dysfonctionnement associés. Tous les points ont été testés.



<p>Les défauts relevés au cours de ce contrôle sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élévateur E1 : anti retour à remplacer,</li> <li>- élévateur E4 : joint bruyant à vérifier,</li> <li>- transporteur à chaîne TR8 à dépoussiérer,</li> <li>- ventilateur centrifugeuse VC4 : carte à remplacer,</li> <li>- ventilateur centrifugeuse VC1 et VC2 : roulement à graisser.</li> </ul> <p>Tous ces écarts ont été traités rapidement par la maintenance interne du groupe NATUP. L'exploitant a présenté à l'inspection le registre "entrée / sortie" du site attestant de l'intervention de la maintenance et l'objet de l'intervention.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 7 : Contrôle de la température

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silothermométrie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers, le matériel employé est défini comme suit:</p> <p>Au niveau du synoptique:</p> <p>Sondes thermométriques fixes au niveau des cellules métalliques rectangulaires avec 1 sonde à 5 points de mesure par cellule,</p> <p>Sondes thermométriques fixes au niveau des cellules métalliques cylindriques avec 5 sondes à 5 points de mesure par cellule.</p> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les sondes thermométriques fixes sont reliées à un poste de commande. Les dépassements de seuils prédéterminés sont visibles immédiatement à la supervision. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.</p> <p>L'exploitant s'assure de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive....).</p> <p>En cas de dysfonctionnement du réseau de la silothermométrie, des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, autocombustion ou fermentation en utilisant notamment des sondes de température manuelles.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p> <p>Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est rédigée, explicitée aux intervenants potentiels de l'entreprise, dûment diffusée et disponible aisément. Cette procédure est transmise au SDIS.</p>

**Constats :**

Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté le synoptique permettant de contrôler la température des produits stockés.

L'inspection a pu constater que :

- chaque cellule métallique rectangulaire était équipée d'une sonde à cinq points de mesure,
- chaque cellule métallique cylindrique était équipée de cinq sonde à cinq points de mesure.

Par sondage, l'inspection a consulté l'historique depuis le 6 décembre 2023 de la cellule C7. Cet historique est représenté sous forme de courbes de couleur (une couleur par point de mesure) aucun dépassement de seuil n'est détecté. Le jour de l'inspection, la cellule C7 contenait du maïs, les températures mesurées par les différents points de mesure sont compris entre 4 et 9°C.

L'exploitant déclare qu'actuellement le premier seuil d'alerte est à 16°C et que le second seuil d'alerte est à 40°C.

L'exploitant déclare que le temps nécessaire pour passer de 16 à 40°C laisserait le temps d'intervenir pour faire redescendre la température.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Moyens de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie interne et externe adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- des extincteurs portatifs adaptés aux risques, en nombre suffisant, judicieusement répartis dans l'établissement. Les extincteurs sont visibles, accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement ;
- 1 colonne sèche dans la tour du silo 1 avec raccord à tous les étages et conforme aux normes et aux réglementations en vigueur ;
- un système d'arrosage fixe sur le réservoir de propane (GPL), raccordé en permanence à une réserve d'eau, déclenchable par le système d'arrêt d'urgence à commande manuelle ;
- une réserve incendie de 400 m<sup>3</sup> est en permanence accessible ;
- l'accès à la plate-forme d'aspiration de la réserve incendie pour les véhicules lourds des services de secours extérieurs est assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu, au droit de cette réserve, et maintenu libre en toute circonstance.

Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

La colonne sèche est dûment implantée, dotée de sorties en des endroits appropriés (étages de la tour de manutention...) et maintenue en bon état de fonctionnement (protection au regard des chocs...). Les accès à ses bouches d'entrées sont en permanence maintenus libres.

**Constats :**

Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a consulté:

- le rapport de maintenance préventive et curative sur extincteurs daté du 9 juin 2023 qui conclut que «l'installation extincteur est en mesure d'assurer toutes ses fonctions»,
- le rapport de contrôle de la colonne sèche, daté du 14 avril 2023, où le dispositif anti-bélier est noté non satisfaisant. L'exploitant a indiqué à l'inspection que malgré ce point non satisfaisant la conclusion "bon fonctionnement" était cochée.

**Demande n° 4 :** l'exploitant procédera à la remise en état du dispositif anti-bélier de sa colonne sèche **avant le 31 mai 2024**.

Concernant le système d'arrosage fixe de la cuve GPL, l'exploitant a déclaré procéder au test minima annuellement, mais sans le tracer. Au cours de la visite, l'inspection a donc fait procéder à ce test, qui s'est avéré concluant.

**Demande n° 5 :** L'exploitant tracera les prochains tests réalisés sur le système d'arrosage fixe de la cuve GPL.

Concernant le bassin de réserve incendie, l'inspection a constaté que son accès était bien dégagé, ainsi que l'accès aux deux colonnes d'aspiration. L'inspection a également constaté la présence d'une bâche à eau incendie de 240 m<sup>3</sup>. Il n'existe pas de marquage physique au niveau du bassin permettant de s'assurer que le volume minimal requis est bien présent (160 m<sup>3</sup>).

**Demande n° 6 :** l'exploitant proposera, **avant le 30 avril 2024**, un moyen lui permettant de s'assurer de disposer d'au moins 400 m<sup>3</sup> d'eau sur son site en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Installation de séchage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations

**Prescription contrôlée :**

En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage est assurée en permanence. Le personnel est formé aux procédures de conduite et de sécurité.

Le séchoir est équipé de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, tels qu'une pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, un manque d'air au brûleur, une absence de flamme ...

Le fonctionnement des brûleurs du séchoir est automatiquement arrêté en cas de dépassement des températures programmées.

Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air (propre et usé).

Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.

A défaut d'un dispositif d'extinction, une colonne sèche amène l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir.

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Un mur en béton est présent entre le séchoir et le boisseau adjacent ainsi qu'un système d'arrosage fixe par aspersion situé au-dessus de ce mur. Ce système d'arrosage est testé au minimum une fois par an. Les résultats du test sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a consulté le dernier rapport de maintenance des deux séchoirs datés du 13 avril 2023, les défauts relevés ont tous été levés soit en interne soit par une entreprise extérieure.

L'inspection a demandé à l'exploitant si un test du système d'arrosage fixe situé au-dessus du mur séparant le séchoir des boisseaux avait été réalisé au cours de l'année précédente. L'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé ce test depuis la dernière demande de l'inspection il y a trois ans, car la configuration des installations permet difficilement de le tester puisque cela revient à envoyer de l'eau directement à l'intérieur du bâtiment.

L'exploitant indique qu'une prise sur la colonne sèche est située à proximité du mur à refroidir (moins de 5 mètres). L'eau pourrait ainsi être amenée jusqu'au haut du séchoir en cas de besoin.

**Demande n° 7 : Avant le 31 mai 2024**, l'exploitant réalisera le test du rideau d'eau. A défaut, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé à monsieur le préfet. A l'occasion de la transmission des résultats de ce test, l'exploitant pourra présenter une demande étayée visant à aménager les modalités de maintenance et de test de ce rideau d'eau.

**Commentaire de l'inspection n° 4** : L'inspection note par ailleurs que les maisons anciennement situées face au silo ont été rasées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 10 : Autres stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Engrais solides et produits agropharmaceutiques
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Stockage d'engrais solides</li></ul> <p>Les stockages d'engrais solides sont exploités de façon à ne pas générer de poussières à l'extérieur du magasin d'approvisionnement (rez-de-chaussée).</p> <p>Dans les aires de stockage, la présence de produits incompatibles (bois, liquides inflammables, fer ...) avec les engrais est interdite, hormis les saches des engrais conditionnés.</p> <p>Les engins de manutention sont remisés à l'extérieur du magasin d'approvisionnement.</p> <p>Les engrais ammonitrates 1331-II non conformes (fines, produits souillés par des graisses...) sont inertés dans les meilleurs délais par un produit approprié, stockés en un endroit adéquat et traités en tant que déchets. Le gerbage des engrais conditionnés est limité, à partir du sol, à 2 GRVS.</p> <p>Les aires de stockage sont nettoyées à chaque fois que nécessaire.</p> <p>Les aires de stockage d'engrais sont suffisamment éloignées des stockages de céréales de manière que leur incendie ne puisse créer un effet domino (décomposition thermique...) sur les engrais.</p>
<b>Constats :</b> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté l'état des stocks des différents produits présents sur le site.</p> <p>Dans cet état des stocks en plus de la quantité présente sur le site, la rubrique ICPE correspondante ainsi que le seuil sont clairement indiqués. Ceci permet de s'assurer du respect des limites de stockage autorisé.</p> <p>Le jour de la visite l'exploitant respecte les quantités et les conditions de stockage prescrites dans son arrêté préfectoral.</p>
<b>Commentaire de l'inspection n° 5 :</b> sur l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, la colonne «seuil max» permettant de savoir rapidement si un seuil est respecté comporte deux erreurs. En effet les seuils des rubriques 2662 (stockage de polymère) et 4321 (aérosols) sont notés à zéro. Les quantités de produits présents entrant dans ces rubriques sont respectivement de 2,06 m <sup>3</sup> et de zéro tonne pour des seuils de déclaration à 100 m <sup>3</sup> et 500 tonnes L'inspection invite l'exploitant à corriger cette erreur.
<p>Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une cuve d'engrais liquide de 120 m<sup>3</sup> sur rétention, la présence de cellules de stockage et de big bag d'engrais bien identifiés.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite